

### SECOND TOUR DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE GUINEENNE: SES IMPLICATIONS POUR LA PAIX ET LA SECURITE

#### 1. INTRODUCTION

La situation de sécurité changeante en Guinée est la cause des graves inquiétudes des accrochages et des batailles acharnées, notamment entre les partisans de Cellou Daliel Diallo de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG) et ceux d'Alpha Conde du Rassemblement du Peuple Guinéen (RPG), selon des inclinations ethno-politiques que l'on a signalées sur ECOWARN<sup>1</sup> au mois d'août, septembre et octobre. L'élection a été réduite à la violence ethnique, principalement entre les Peulhs de Diallo et les Malinkes de Conde. Environ 1800 partisans peulhs<sup>2</sup> du parti UFDG, habitant à Kankan au nord du pays, le bastion du parti RPG d'Alpha Conde, auraient fui de leur domicile à cause des attaques ethniquement motivées par les partisans malinkes de Conde. Des entreprises et foyers peulhs auraient été pillés et incendiés. Les attaques étaient occasionnées par des rumeurs selon lesquels des commerçants peulhs auraient empoisonné des sachets d'eau qu'on avait distribués à un meeting

organisé par le parti RPG du Professeur Conde à Conakry, occasionnant l'admission de 200 de ses partisans à l'hôpital. La violence s'étend de Conakry à d'autres villes avant le second tour de l'élection présidentielle prévue pour le 7 novembre 2010.

Dans l'ensemble, le paysage politique au second tour de l'élection présidentielle a été marqué par des confrontations et protestations



Alpha Conde (RPG)

Cellou Dalein Diallo (UFDG)

Source : AFP

culminant parfois à la perte de vies et de biens<sup>3</sup>. Le climat politique et de sécurité actuel présage un environnement potentiellement explosif après les élections qui exige une planification

d'urgence par tous les intéressés, notamment le Group de Contact International sur la Guinée, les agences humanitaires et les secteurs d'influence de la société civile guinéenne.

Depuis la déclaration officielle des résultats du premier tour de l'élection présidentielle - après beaucoup de contestation à la suite de la fraude électorale - le pays a été assiégé par la classe politique au profit du régime militaire dont la place au pouvoir continue à être prolongée par abandon. Au chagrin de la population guinéenne, la situation de sécurité s'aggrave chaque jour à cause de la posture acharnée de « gagner ou mourir » des deux candidats en lice, Cellou Daliel Diallo de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG) et Alpha Conde du Rassemblement du Peuple Guinéen (RPG), ainsi qu'un segment de leurs partisans qui ont manifesté leur intention de placer l'intérêt ethno-politique au dessus de l'intérêt national qui risque de saper la paix et la stabilité du pays.

<sup>1</sup> ECOWARN est un système de reportage en ligne de la Commission de la CEDEAO en vue de l'alerte précoce et de la réponse ponctuelle

<sup>2</sup> Daily Highlight d'ECOWARN du 26 octobre 2010

<sup>3</sup> Daily Highlight d'ECOWARN du 27 octobre 2010

#### RESEAU D'ALERTE PRECOCE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (WARN)

Le Réseau d'Alerte Précoce de l'Afrique de l'Ouest (WARN) fait une partie intégrante du Programme Ouest Africain d'Edification de la Paix, coordonné par le Réseau Ouest Africain d'Edification de la Paix (WANEP). A travers son programme WARN, WANEP prépare le terrain pour un réseau d'alerte précoce et de réponse basé sur la société civile en Afrique, privilégiant la sécurité humaine.

Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), y compris le Cameroun et le Tchad. Au départ, notre concentration portait sur les pays du Bassin du Fleuve Mano; il s'agit des Sierra Leone, Guinée, Liberia et Cote d'Ivoire. Depuis, nous avons étendu pour couvrir l'ensemble de la sous région ouest africaine.

CEDEAO en signant le Protocole d'Entente (PE) dans le cadre du renforcement de la capacité en matière de la Prévention du Conflit. L'un des buts de cet accord est de servir d'interface entre WARN et les Systèmes d'Alerte Précoce de la CEDEAO pour optimiser la prévention de conflit de l'Alerte précoce en Afrique de l'Ouest. A cause de cela, WANEP gère un bureau de liaison dans l'enceinte du Secrétariat de la CEDEAO à Abuja au Nigeria depuis avril 2003.

WARN couvre l'ensemble de la sous région de la

Depuis 2002, WANEP a conclu un accord avec la

En reconnaissance du rôle et des réalisations du Réseau Ouest Africain pour l'Edification de la Paix (WANEP) dans la prévention des conflits et dans l'édification de la paix en Afrique et particulièrement en Afrique de l'Ouest, le Conseil Economique et Social des Nations Unies lors de sa session substantive de 2006 a octroyé à WANEP le statut consultatif spécial des Nations Unies. WANEP est dès lors mandaté à désigner (nommer) des représentants officiels aux Nations Unies à New York, Genève et Vienne pour renforcer ses stratégies de plaidoyer et de mobilisation pour la paix et la sécurité humaine.

Comme rapporté dans le Daily Highlight d'ECOWARN du 29 octobre 2010, une foule de partisans d'Alpha Conde a assailli son domicile dans le district de Mafanco pour le prévenir d'entreprendre un voyage conjoint avec Cellou Dalié Diallo partout dans le pays pour lancer un appel à leurs partisans d'éviter la violence et de préserver la paix et la sécurité du pays. Le voyage conjoint pour faire la campagne pour une élection sans violence était une réponse à la demande du Président par intérim, le General Sekouba Konate aux deux candidats d'entreprendre le tour en vue de réduire les tensions et d'unifier le pays. Les partisans du parti de Conde considéraient le tour comme étant sans valeur à la lumière des allégations et rumeurs d'empoisonnement de l'eau potable et du pain des partisans de Cellou Dalié Diallo.

En outre, il est fort probable qu'il y aura une très faible participation d'observateurs internationaux au second tour de l'élection qui a été reporté quatre fois en trois mois. Tous les intéressés se sont mis d'accord sur le 7 novembre comme la date définitive de l'élection. Des missions internationales d'observateurs électoraux hésitent à envoyer des observateurs étant donné la perte financière qu'elles ont soufferte à la suite de l'annulation de l'élection deux jours avant la date stipulée du 19 septembre. La Mission d'Observation Electorale de la CEDEAO avait déjà fait venir 150 observateurs électoraux avant l'annulation. Le facteur de crainte lié à la possibilité d'un autre report conduirait à une très faible participation d'observateurs électoraux internationaux pour observer la crédibilité et la transparence ou le contraire des élections présidentielles.

La forte présence des observateurs électoraux internationaux est d'une importance primordiale en vue du contexte guinéen où la nomination du président de la Commission Electorale a été au centre des controverses, des accusations de favoritisme, des querelles politiques et de la comédie électorale. Une forte participation des observateurs électoraux internationaux

aurait tendance non seulement à servir de force de dissuasion à la fraude électorale et à s'assurer que la commission électorale affirme son indépendance, mais rassurerait aussi la majorité de Guinéens et la société civile que la communauté internationale est engagée à garantir la paix et la stabilité du pays.

Avec la nomination du Malien, le General Siaka Toumany Sangaré, une personne neutre comme Président de la Commission Electorale, la présence des observateurs électoraux internationaux aideraient également à calmer les nerfs et à renforcer la confiance quant à l'intégrité du processus électorale parmi les partis en lice méfiants et leurs partisans. Elle contraindra aussi les responsables de la commission électorale (CENI) à bien faire leur travail qui légitimera le processus, voire le gouvernement élu.

Pourtant, il devient de plus en plus évident que le second tour des élections porte les marques d'un environnement d'après les élections explosif comme les expériences au Kenya et au Zimbabwe. La propension à la violence dans le contexte guinéen comme un moyen et un instrument d'accession au pouvoir présage du mal pour l'unité et la stabilité du pays.

## 2.0. Scenario après les élections en Guinée

À la lumière de ce qui précède, ce document de politique envisage les scénarios suivants pour la période après les élections en Guinée.

### I. Scenario du cas pire : (Plausible)

L'élection est tenue le 7 novembre à la suite des cas répandus de privation du droit électoral causés par des problèmes logistiques ou un faible niveau de professionnalisme de la part des responsables électoraux, occasionnant des accusations de la fraude électorale par le candidat perdant, demandant ultérieurement une réorganisation de l'élection. Les partisans des candidats perdants descendent dans la rue, livrant des attaques ethniquement motivées, menant à la violence communale répandue, un nombre important de victimes, un déplacement massif des Guinéens aux pays voisins, la Sierra Leone et le Liberia avec des implications pour la paix fragile des deux pays. Les militaires décrètent donc un état d'urgence et retardent leur sortie du pouvoir, tandis que les deux partis en lice se livrent à un procès interminable aux tribunaux.

### II. Scenario du cas moyen : (Très Plausible)

L'élection est tenue le 7 novembre avec de faibles cas de privation du droit électoral et de trucage électoral. Le candidat perdant dispute les résultats et la Cour Suprême, après avoir présidé le procès, rend une ordonnance en faveur du candidat gagnant. Étant donné la preuve limitée ou le manque de preuve de fraude, la communauté internationale, dirigée par Son Excellence Blaise Compaoré, Président du Burkina Faso et médiateur officiel de la crise politique guinéenne persuade le candidat perdant d'accepter les résultats. Les forces de défense et de sécurité restent unies et arrivent à contenir des poches de résistance et des manifestations et le candidat perdant accepte le verdict des élections dans l'intérêt de la paix et de l'unité nationales. Le nouveau Président fait un segment et un gouvernement inclusif

est formé, incluant le parti d'opposition comme un geste de réconciliation.

### III. Scenarion du meilleur cas : (*peu probable*)

L'élection est tenue le 7 novembre avec un faible niveau de cas de privation du droit électoral et de trucage électoral. Un candidat gagne avec une bonne marge et le candidat perdant accepte le résultat bien que ses partisans mettent de la pression sur lui de le disputer. Le candidat gagnant fait des ouvertures tactiques en proposant à son opposant des postes « de vache laiteuse » dans le gouvernement, pas dans le sens du partage de pouvoir mais de la réconciliation. Il y a du soutien international dans la médiation du processus d'un gouvernement inclusif et un gouvernement civil est mis en place.

### 3.0. Options recommandées de Réponse :

Donné les scénarios ci-dessus, le document de politique propose la recommandation suivante de réponse aux parties prenantes critiques en vue de prévenir le pays d'être englouti par la violence attisée par l'animosité ethnique et l'opportunisme politique.

#### a). *A la Communauté internationale, notamment la CEDEAO*

La CEDEAO, l'Organe régional ouest africain, sous le leadership du Président Blaise Compaoré, en sa capacité de médiateur dans la crise guinéenne, doit diriger la Communauté internationale, notamment le Groupe International de Contact pour explorer la possibilité de négocier avec les candidats en lice pour qu'ils acceptent les résultats de

l'élection. Le Processus de Médiation doit prendre en compte la mise en place d'un gouvernement inclusif pour combler le grand fossé ethnique dans le pays.

La Communauté internationale, sous le leadership de la CEDEAO, devrait mettre en place une force d'intervention prête à intervenir en Guinée, comme une partie de son principe de protéger les civils contre les abus capricieux perpétrés par les agences de sécurité en tandem avec les politiciens.

La Communauté internationale, notamment la Commission de la CEDEAO, devrait déployer un bon nombre d'observateurs électoraux le 7 novembre pour servir de force de dissuasion contre toute tentative à la fraude électorale et comme garantie à la population guinéenne que le monde suit de près.

#### b). *Aux Candidats présidentiels*

Les deux candidats en lice devraient participer tous les jours à un programme télévisé public conjoint lançant un appel pour une élection sans violence et une Guinée unifiée jusqu'au Jour du Scrutin comme un modèle à émuler par leurs partisans.

Les candidats perdants devraient accepter les résultats du scrutin du peuple guinéen et féliciter le gagnant, et le gagnant devrait célébrer sa victoire avec modération, soucieux des sentiments d'autrui.

#### c). *Au Régime militaire*

Le régime militaire devrait garder son objectivité et éviter d'employer la force excessive pour maintenir la paix et l'ordre.

Le déploiement des agents de sécurité aux bureaux de vote devrait être adéquat mais pas dominateur pour ne pas intimider les électeurs.

#### d). *A la Société civile guinéenne*

La Société civile guinéenne, notamment les leaders traditionnels et religieux, avec l'appui des ONG, devrait intensifier leur campagne d'unité et de paix, au dessus des intérêts bornés et ethniques.

Les groupes féminins guinéens ont un rôle clé en tant que mères, femmes, sœurs et groupes de pression d'interpeller les acteurs politiques et leurs partisans qui sont principalement des hommes pour préserver la paix et la stabilité du pays. Les femmes doivent se mobiliser et veiller à ce que leurs voix et positions soient entendues et considérées.

### 4.0. Conclusion

L'élection présidentielle guinéenne a assumé une dispute de « gagner ou mourir » avec de graves ramifications pour l'unité et la stabilité du pays. La dispute présidentielle au second tour sera compétitive et la participation électorale est censée être importante étant donné qu'on a permis aux personnes déplacées de voter là où elles se trouvent. Le fossé ethnique s'accroît, ce qui n'est pas de bon augure pour le règne démocratique venant en Guinée pour la première fois en ses cinquante-deux ans d'indépendance. Il est impératif que tout le monde s'assure que la paix et la stabilité règnent au pays contre toute attente. Il faut un gouvernement inclusif à base élargie comme un moyen de combler le grand fossé ethnique.

Auteur(s) : Murtala Touray, Chukwemeka Eze et Alimou Diallo

Rédacteur en chef/garantie de qualité : Emmanuel H. Bombande

Pour les renseignements, adressez-vous à : Emmanuel Bombande, Directeur Exécutif, WANEP, P.O. Box CT 4434, Cantonments, Accra, Ghana.

Email: ebombande@wanep.org, wanep@wanep.org, Tel: +233 302 775 975/77; Fax: +233 302 776 018.

Website: [www.wanep.org](http://www.wanep.org); Design & Mise en Page : Kwesi Enchill